



HAL
open science

Introduction. Histoire politique des immigrations (post)coloniales

Ahmed Boubeker, Abdellali Hajjat

► **To cite this version:**

Ahmed Boubeker, Abdellali Hajjat. Introduction. Histoire politique des immigrations (post)coloniales. Histoire politique des immigrations (post)coloniales. France 1920-2008, Editions Amsterdam, 2008. <halshs-00370062>

HAL Id: halshs-00370062

<https://shs.hal.science/halshs-00370062v1>

Submitted on 27 May 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Sous la coordination de
Amhed BOUBEKER et Abdellali HAJJAT

HISTOIRE POLITIQUE
DES IMMIGRATIONS (POST)COLONIALES
FRANCE, 1920-2008

Éditions Amsterdam

L'éditeur tient à remercier Noëlle Cazenave pour l'aide apportée à la réalisation de cet ouvrage.

Cet ouvrage est publié avec le soutien de l'association Ghorba, 39, rue Georges Courteline, 69200 Villeurbanne, elghorba@gmail.com

© Paris 2008, Éditions Amsterdam.
Tous droits réservés. Reproduction interdite.

Éditions Amsterdam
31 rue Paul Fort, 75014 Paris
www.editionsamsterdam.fr

Abonnement à la lettre d'information électronique
d'Éditions Amsterdam : info@editionsamsterdam.fr

Éditions Amsterdam est partenaire des revues
Multitudes et *Vacarme*
et de *La Revue internationale des livres et des idées*
www.revuedeslivres.net

Diffusion et distribution : Les Belles Lettres

ISBN : 978-2-35480-023-9

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	p. 11
PREMIÈRE PARTIE : LES DAMNÉS DE LA TERRE	p. 19
<i>A) Solidarité anticolonialiste</i>	p. 21
I. Les mouvements nègres (Philippe DEWITTE)	p. 23
II. Les Vietnamiens en France du milieu des années 1920 au milieu des années 1950. Une immigration entre nationalisme et communisme (Thierry LEVASSEUR)	p. 31
<i>B) Le cas algérien</i>	p. 43
III. Assimilation et séparatisme dans le mouvement nationaliste algérien au milieu des années 1930 (Youssef GIRARD)	p. 45
IV. Immigration algérienne et nationalisme (entretien avec Mohammed HARBI)	p. 57
V. Islam et nationalisme dans l'immigration (Sadek SELLAM)	p. 69

DEUXIÈME PARTIE : LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS	p. 81
<i>A) « Français-immigrés, même combat » ?</i>	p. 83
I. Une émancipation des invisibles ? Les ouvriers immigrés dans les grèves de mai-juin 68 (Xavier VIGNA)	p. 85
II. « Travailleurs de France, voilà votre nom » Les mobilisations des ouvriers étrangers dans les usines et les foyers durant les années 1970 (Laure PITTI)	p. 95
III. Racisme et antiracisme dans les « années 68 » (Michelle ZANCARINI-FOURNEL)	p. 113
IV. Le mouvement des sans-papiers ou la difficile mobilisation collective des individualismes (Alain MORICE)	p. 125
<i>B) Extension du domaine de la lutte</i>	p. 143
V. Des comités Palestine au mouvement des travailleurs arabes (1970-1976) (Abdellali HAJJAT)	p. 145
VI. Mouvements et initiatives des femmes des années 1970 au milieu des années 1980 (Claudie LESSELIER)	p. 157
VII. Les luttes pour le droit au logement : Le cas des Minguettes (entretien avec Michel GANOZZI)	p. 167
TROISIÈME PARTIE : LES ENFANTS DE BANLIEUES	p. 175
<i>A) Le droit d'avoir des droits</i>	p. 177
I. La « petite histoire » d'une génération d'expérience Du mouvement beur aux banlieues de l'islam (Amhed BOUBEKER)	p. 179
II. Les grèves de la faim contre les expulsions (entretien avec Saadene SADGUI)	p. 193
III. L'expérience de DiverCité (entretien avec Boualam AZAHOUM)	p. 201

IV. Du comité national contre la double peine
au mouvement de l'immigration et des banlieues
(entretien avec Tarik KAWTARI) p. 207

B) Engagement politique des musulmans de France p. 215

V. Aux origines du mouvement des jeunes musulmans :
l'Union des jeunes musulmans
(entretien avec Yamin MAKRI) p. 217

VI. Femmes musulmanes et engagées
(entretien avec Saïda KADA) p. 225

QUATRIÈME PARTIE : NOUVELLES FIGURES
ET MUTATIONS DES LUTTES DE L'IMMIGRATION p. 233

A) Quelle autonomie ? p. 235

I. Extrême gauche et luttes de l'immigration postcoloniale
(Saïd BOUAMAMA) p. 237

II. Révolte des quartiers populaires, crise du militantisme
et postcolonialisme
(Abdellali HAJJAT) p. 249

III. Les expériences électorales des militants de l'immigration :
le cas des Motivé-e-s
(entretien avec Salah AMOKRANE) p. 265

B) Question noire et féminisme p. 273

IV. Actualité de la « question noire »
(Éric FASSIN) p. 275

V. Une lecture symptomatique des tensions féministes
en régime postcolonial
(Nacira GUÉNIF-SOUILAMAS) p. 289

VI *Avridh d'avridh - El hak del hak*
Ce qui est juste est juste
(Itinéraire de « KAHINA X ») p. 301

CONCLUSION p. 313



Introduction

POUR UNE HISTOIRE POLITIQUE DE L'IMMIGRATION POSTCOLONIALE

La mission est clairement énoncée : contribuer à la reconnaissance des parcours d'intégration pour servir la cohésion sociale et républicaine de la France. Le projet apparaît tout aussi transparent : faire de l'histoire des populations immigrées une partie intégrante de l'histoire de France. Et par la grâce d'une seule formule enfin – « leur histoire est notre histoire » – la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration semble rendre justice aux cohortes de bras ramasseurs de poubelles, chair à canon, damnés de la terre ou de l'usine et autres métèques oubliés du grand roman national. Qui viendrait s'en plaindre sans encourir le soupçon de cultiver la nostalgie de quelque généalogie blanche aux relents xénophobes ? Et pourtant, malgré des ambitions louables, une pierre d'achoppement guette la muséification de l'histoire de l'immigration : le patrimoine de luttes sociales et politiques qui fait l'objet de cet ouvrage. Cet héritage des oubliés de l'histoire, au cœur même des contradictions de notre sacro-saint modèle d'intégration, comment lui accorder place sans remettre en cause la gloire sans éclipse du creuset républicain, l'universalité d'un paradigme de la citoyenneté fondée sur la seule nationalité ?

Une histoire des vaincus

À l'ère des commémorations¹ évoquée par Pierre Nora, la reconnaissance publique des multiples mémoires du peuple de France souligne plus largement l'avènement d'une conscience de type patrimonial sur les ruines de la conscience

¹ Pierre Nora *et alii*, *Lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1997.

nationale unitaire. En effet, que sont devenus nos grands récits dans une modernité tardive où chaque individu réclame sa part de gâteau patrimonial entre un passé mythique et les illusions perdues d'un avenir radieux ? Car il s'agit avant tout d'affirmer sa singularité dans un monde désenchanté, déboussolé, une société sans normes homogènes. Question d'identité à défaut de convictions partagées dans une communauté de citoyens devenue incertaine. Question de racines pour fonder la mise en scène de son mélodrame privé. Chacun son filon, sa concession dans cette ruée vers la mémoire. Chacun prétend dresser le cadastre de sa communauté imaginaire. Ainsi revient le temps des tribus, nouvelles corporations de la mémoire porte-drapeau, amicales des héritiers, clubs d'investissement du patrimoine. La mémoire envahit l'espace public et engendre ce que des historiens dénoncent non seulement comme une nouvelle religion civile mais aussi comme une manipulation ou une réification du passé. Les abus de la mémoire menacent de coloniser l'histoire, en donnant lieu à une histoire patrimoniale taillée à la mesure d'une mémoire collective sans ombres. Discours dépouillé de toute part d'ambiguïté qui pourrait remettre en cause une institution des certitudes identitaires, cette histoire-là relève au mieux de la légende, au pire de l'idéologie. Ainsi, la mémoire collective revisitée vient-elle à la rescousse de l'actualité d'un déclin de l'État-nation, lorsque des généalogies immigrées sont réintégrées à une jurisprudence ininterrompue du modèle d'intégration nationale. L'exil, la souffrance et la persécution de générations de miséreux proscrits de l'histoire nationale contribuent désormais au prestige de l'État. Mais c'est pour la bonne cause, paraît-il, car il s'agit de défendre un héritage politique et intellectuel menacé par la fragmentation mémorielle et la montée du populisme sur fond de mondialisation. La mémoire comme dernier rempart d'une nostalgie de grandeur. Qu'importe l'expérience de l'histoire des acteurs immigrés ! Au nom de la bonne conscience ou du consensus républicain, la société française s'invente pour son propre usage une image pacifiée de sa dimension multiculturelle.

Mais c'est une autre histoire que nous conte en sourdine la cohorte des oubliés de cette légende dorée, sacrifiés sur l'autel de l'universalisme abstrait. Figures du tragique de l'action poursuivies par la mémoire et l'oubli, ces agents troubles s'infiltrèrent entre les lignes du roman national. Le chercheur qui se penche sur les luttes des immigrations coloniales et postcoloniales est confronté à un patchwork dont il ne saurait reconstituer le sens dans la seule perspective d'une émancipation progressive. Les récits sont souvent portés par des paroles tenues à ras le drapeau, paroles d'écorchés vifs racontant des vies qui ont souvent échoué sur les rives bétonnées de notre terre d'asile ; des vies bringuebalées, jetées au rebut par l'écume de l'histoire ou de l'actualité ; des voix cassées, brisées, graves ou vociférantes, comme une rumeur si loin, si proche, en contre-chant de la ritournelle du grand récit national. Comment renouer le fil des récits dispersés de ces héros anonymes de la survie ? Comment même parler d'histoire alors que c'est l'expérience de l'échec et des fins de non-recevoir qui domine ?

On ne saurait pourtant en rester à une vision hégélienne du jugement de l'histoire passant par pertes et profits la geste des vaincus. Parce que ce sont

les hommes qui jugent l'histoire et non l'inverse, Walter Benjamin² rend leur grandeur aux dominés en soulignant la valeur messianique de ce qui paraît avoir échoué. L'histoire des opprimés est une histoire discontinuée précisément parce qu'elle s'inscrit dans des sursauts, des moments de révolte, des lignes de rupture. Une dimension autre de la conscience historique se loge dans ces déchirures de la trame de fond de l'histoire officielle, mais c'est à la lumière du présent qu'il s'agit d'appréhender ce passé comme un gisement d'affirmations inachevées, en soulignant des proximités ou des liens de parenté entre des générations de luttes. Dans cette perspective, c'est la muséification qui sonne l'heure du danger pour le sens d'un héritage détourné en folklore d'une nostalgie des origines au nom des rentiers du consensus mémoriel. Retrouver dans l'actualité la trace vivante d'un passé oublié, c'est en revanche tout le combat du véritable héritier qui se reconnaît dans ce qui fût jadis, non pas pour le commémorer la larme à l'œil ou en tirer gloriole, mais par fidélité à l'étincelle d'espérance de la mémoire des vaincus, pour redonner une chance à ce qui semblait perdu sans espoir de retour. Cette actualisation du passé qui le charge d'une signification nouvelle prend une dimension politique. Elle assume ce choix d'une construction de l'histoire dédiée à la mémoire des « sans nom » pour sauver leur héritage. Et elle incombe à l'historien comme à l'acteur de l'histoire.

Cette éthique de la responsabilité tournée vers le passé – pour reprendre une autre formule de Benjamin – chaque texte de cet ouvrage, article de chercheur ou témoignage d'acteur, la fait sienne. Car, dès lors qu'elle est capable de se déprendre d'une fausse objectivité où les hommes sont oubliés derrière les grands monuments du sens, l'histoire n'est-elle pas portée par une volonté de rencontre³ autant que par une volonté d'explication ?

Une histoire des frontières postcoloniales

L'actualité de l'immigration interpelle d'autant plus l'historien que sa discipline a longtemps été érigée gardienne de la conscience nationale. Une conscience également fondée sur l'oubli de la violence de ses propres fondements. C'est ainsi qu'au-delà des barrières douanières, la nation, cette « communauté imaginée⁴ », a toujours protégé ses frontières symboliques contre les « peuples sans histoire⁵ ». L'ethnocentrisme républicain fonctionne en effet selon un mode binaire de représentation, une ligne de naturalisation de la différence entre nous et les autres. Nous, les citoyens reconnus, enfants de la patrie ou assimilés à une généalogie blanche, contre les autres, les étrangers, ces éternels vagabonds des

² Walter Benjamin, *Sur le concept d'histoire*, Œuvre III, trad. de M. de Gandillac, Paris, Gallimard, 2000.

³ C'est le philosophe Paul Ricœur qui souligne cette dimension essentielle de la discipline historique. Paul Ricœur, *Histoire et vérité*, Paris, Seuil, 1955.

⁴ Benedict Anderson, *L'Imaginaire national*, trad. de P.-E. Dauzat, Paris, La Découverte, 2002.

⁵ La formule est hégélienne, mais c'est l'ethnologie coloniale qui l'a portée sur la ligne de front d'une annexion du monde par une cité républicaine estampillée par la raison et l'histoire.

limbes de la mémoire collective. Des étrangers devenus travailleurs indigènes, coloniaux puis immigrés qui troublent peu à peu l'unicité de la nation et son programme historiographique. C'est sur les frontières nationales de la violence épistémique que se situe la ligne de front d'une guerre de positions. C'est là que les oubliés de l'histoire manifestent contre le consensus silencieux relatif à leur condition de parias. Là qu'ils sapent l'universel abstrait de la cité républicaine en contestant une écriture de l'histoire d'un seul point de vue. En dénonçant les silences entre les lignes de cette histoire en surplomb. En soulignant que le sacrifice de leur expérience relève de pratiques politiques, au nom d'une conception de l'espace public à l'abri du délit de faciès. Mais c'est plus précisément aux frontières concrètes des espaces de représentation, sur la ligne de démarcation des pratiques de la discrimination et de la ségrégation que se sont construits les terrains de lutte de l'immigration. Des terrains qui, loin d'un théâtre d'affrontement qui resterait le même, témoignent d'une diversité des positionnements politiques. Luttés pour le droit d'avoir des droits, pour le droit à l'expression, le droit au logement, les droits civiques, les textes rassemblés ici soulignent ainsi un déplacement des frontières de la différence qu'on ne saurait limiter au modèle binaire hérité du temps des colonies.

En terre anglo-saxonne, les *postcolonial studies* ont révélé à quel point les citadelles de l'identité occidentale sont des forteresses vides. Mais hier déjà, au temps des travailleurs coloniaux, la ligne de démarcation entre nous et les autres a de fait fonctionné comme une ligne Maginot, contournée par des mouvements transnationaux et transculturels opérant à l'insu de la grandiloquence nationale. On pourrait ainsi, à la suite de Stuart Hall⁶, militer pour un usage épistémique de la notion de « postcolonial » au-delà de son usage chronologique, en soulignant que même aux grandes heures de la colonisation, la modernité occidentale et son modèle national étaient déjà subvertis de l'intérieur par la rencontre avec l'immigration. L'immigration, soit dit en passant, dont les premières vagues ont été européennes. Mais si ces dernières ont pu disparaître dans le creuset français, il n'en est pas de même pour les héritiers de la colonisation, dont les luttes ont déplacé les frontières de la différence sans jamais en triompher⁷. Ce qu'il importe néanmoins de comprendre à travers l'expérience spécifique de cette immigration postcoloniale, c'est comment elle a participé aux transformations d'une exception française qui ne parvient plus aujourd'hui à planquer ses cadavres dans les placards de l'histoire. Pour cela, il s'agit d'inscrire ces luttes dans des relations de sens au carrefour de la question postcoloniale et des cadres nationaux traditionnels. Car, trop souvent, les critiques radicales contre la domination de l'histoire nationale renouent avec les métarécits qu'ils dénoncent en se référant à des phénomènes tenus pour généraux comme le colonialisme.

On ne saurait remplacer une causalité fondamentale par une autre et, dans la perspective ouverte par cet ouvrage, c'est la question des rencontres entre

⁶ Stuart Hall, *Identités et cultures. Politiques des cultural studies*, édition de M. Cervulle, trad. de C. Jaquet, Paris, Éditions Amsterdam, 2007.

⁷ *Ibid.*

l'immigration et la société française qui permet d'échapper à ce travers : la rencontre vue comme un patchwork, une imbrication conflictuelle du dedans et du dehors, une histoire de fragments dont il est essentiel de restituer les jalons en insistant sur le lien et la comparaison. Il s'agit de se placer dans le mouvement même de l'expérience migratoire, sous les fourches caudines des lieux officiels de l'intégration nationale, pour comprendre comment s'opèrent des recompositions de contextes, des alliances conjoncturelles, des brassages d'idées, des croisements de mémoires à travers des lignes de tension où l'État lui-même renégocie le modèle républicain à mots couverts. C'est une expérience diasporique – l'immigration n'est-elle pas la pionnière d'une histoire globale ? – relevant d'une diversité d'héritages qui permet de penser la portée postcoloniale des luttes de l'immigration de l'intérieur même du modèle national, plutôt que d'en rester à des oppositions faciles. Mais en retour, on ne saurait prétendre à un cadre unitaire des luttes de l'immigration postcoloniale sans partir de l'épreuve de la rencontre avec l'État-nation. Comment échapper sinon à une pléthore de différences ethniques, culturelles ou économiques, ainsi qu'à une multitude de parcours individuels ou collectifs, d'une immigration à l'autre ? Plus largement, pour éviter toute réduction au stéréotype d'une conscience immigrée comme on a pu parler jadis de celle de la classe ouvrière, les auteurs de ce livre insistent tous sur la variété des expériences et des identités ethniques, sexuées ou générationnelles. Le terme immigré apparaît ainsi comme une catégorie politique construite par des acteurs divers, à travers la diversité même de leurs luttes pour la reconnaissance.

Une histoire des bords du politique

La France est fière de son modèle social. C'est grâce à lui que les identités sont conçues comme des positions dans une société de classes structurée par le travail. La représentation et les intérêts des groupes ont ainsi été garantis par l'État social. Groupes institués, précisons-le, car les immigrés, ces vagabonds du lumpenprolétariat, n'ont jamais été que des surnuméraires de la question sociale. Durant plus d'un siècle, la France ne s'est pas vécue comme un pays d'immigration, et nul n'augurait un destin de citoyen à ces invités de la société salariale s'attardant quelque peu sur notre sol. Même au sein de la grande famille ouvrière, ils n'étaient que des parents pauvres, sinon des moutons noirs. Leur exclusion originelle de la mémoire collective semblait les condamner à l'invisibilité *ad vitam eternam*, dans une situation de non-droit, entre asile et expulsion, hors du jeu politique. Et pourtant...

Pourtant, l'actualité nous dit le contraire. Depuis déjà un quart de siècle, l'immigration occupe le centre du débat public. Bien sûr, les croisades du Front National y sont pour quelque chose, mais loin d'en être la cause, elles ne sont que la conséquence d'une crise de la société politique : la société française est paralysée par la mise en doute de ses catégories nationales d'entendement politique. Certes, ce malaise français, il s'agit de l'inscrire dans le cadre plus large du déclin des États-nations sous les coups de boutoir de la

mondialisation. Mais si l'on en croit l'un des pionniers de la *World history*, Christopher A. Bayly, pour faire de l'histoire globale, il ne suffit pas d'appréhender un phénomène à l'échelle de la planète : il faut au contraire articuler les échelles et accorder une importance centrale à « l'étude des fragments de société ou des exclus du pouvoir⁸ ». Précurseurs de la mondialisation, les immigrés ont aussi une expérience de l'histoire qui nous dit sur quel non-sens le sens officiel de l'histoire nationale a été prélevé. La France a connu cette tension continue d'une société politique qui ne respecte pas ses propres principes. Et toute l'histoire du xx^e siècle souligne ces contradictions aux frontières de l'État de droit, sous un régime qui proclame à la fois l'égalité et son rejet le plus marqué. Mais il ne s'agit pas de se contenter de tendre à la France le miroir de ses mensonges d'État : si l'immigration postcoloniale incarne l'exception d'universalité de la cité républicaine, l'enjeu sociohistorique est de comprendre comment son expérience de l'histoire a exploré cette face sombre du modèle français, comment elle s'est heurtée aux apories concrètes de l'application des valeurs politiques universelles. Et surtout, comment elle est parvenue à déplacer les frontières de ce paradoxe entre les grands principes et l'injustice, le rejet hors des grands desseins nationaux. C'est toute l'ambition de cet ouvrage. Chacun de ses auteurs témoigne du fait que jamais les surnuméraires de la République ne se fondèrent au moule de la domination au point de se résigner à la position victimaire : les manières dont ils s'approprièrent les valeurs inscrites au fronton des monuments publics pour les adapter à leur propre situation, c'est précisément ce qui fixa des limites aux épreuves de leur domination.

À contrechamp d'une vision héroïque de l'histoire du politique ancrée dans la nostalgie de l'idéal des pères fondateurs, les immigrations en lutte découvrent une autre perspective. Celle-ci traduit d'abord les travers du politique, ses passions négatives. Mais aussi ses tensions, ses incertitudes, cette fragilité de la démocratie à propos de laquelle Hannah Arendt et Paul Ricœur n'ont cessé de nous alerter. La cité est périssable⁹, elle est sans cesse confrontée aux contradictions et il revient à chaque citoyen de la sauver au nom d'un caractère toujours ouvert de l'expérience démocratique. Or, cette catastrophe, elle n'est pas à venir : l'immigration en témoigne, c'est une expérience quotidienne qui ronge les esprits et les institutions de l'intérieur à défaut d'être reconnue et combattue. Ainsi, dans un contexte d'actualité marqué par un retour du racisme comme forme de la haine pré-politique, au moment même où le libéralisme vainqueur rêve tout haut de « fin de l'histoire », Jacques Rancière propose de déplacer la question des origines et des fins de la politique vers la question générale de ses bords. Pour le philosophe, il est essentiel de ne pas confondre deux dimensions du politique : d'une part « la police » – le processus de redistribution des places et des fonctions permettant d'organiser une communauté – d'autre part « la politique » – le processus de l'émancipation et d'exigence toujours réitérée de l'égalité. La politique, en ce sens,

⁸ Christopher A. Bayly, *La Naissance du monde moderne*, trad. de M. Cordillot, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2007.

⁹ Hannah Arendt, *La Crise de la culture*, trad. de P. Levy, Paris, Paris, Gallimard, 1954.

INTRODUCTION

témoigne toujours d'un « mécompte originaire », et s'incarne dans tel ou tel groupe auquel on dénie le principe de cette égalité. À la lumière des écrits de Rancière, l'immigration est politique. Immigrés, c'est le nom de ceux qui ne comptent pas, les surnuméraires, les supplétifs, les sans, hors compte dans la vie de la cité. Ils n'entrent pas dans l'ordre de la distribution des places. Ils sont identifiés ainsi, tels le prolétaire de jadis, entre plusieurs noms ou identités – on ne sait jamais comment les nommer –, entre sous-citoyenneté et clandestinité. Les luttes de l'immigration témoignent alors d'une subjectivation politique qui est la mise en acte de l'égalité ou le traitement d'un tort par des acteurs toujours mal identifiés. Des acteurs regroupés ensemble pour autant qu'ils s'identifient eux-mêmes à ce nom, immigré, « au nom de ce qui est hors compte, qui lie un être à un non-être ou à un être à venir¹⁰ ».

Plus largement ? c'est la question des mutations de l'espace public que désirerait poser cet ouvrage. À la différence d'une conception traditionnelle où les participants laisseraient leurs attaches au vestiaire, c'est à travers le refus d'une représentation désincarnée qui les a toujours laissés pour compte, en se risquant à dire les choses avec leurs propres mots, en exposant leurs plaies ou leurs délits de sales gueules, que les oubliés du consensus silencieux prétendent construire leur place dans l'espace public. Et c'est leur lutte pour la reconnaissance qui fait valoir des nouvelles formes de solidarités ou de subjectivité, de nouvelles formes d'énonciation du politique. L'appel à la justice prend alors la dimension d'une actualisation des valeurs à travers laquelle une revendication de dignité et de citoyenneté, qui ne se confond plus avec la nationalité, apparaît comme un nouveau vecteur de la démocratie. C'est le problème du vivre ensemble – le droit d'être là, de faire partie de la société, sans condition – qui s'affirme ainsi, non comme débat de spécialistes de philosophie politique, mais comme dimension constituante du politique, au regard de situations d'urgence rendues publiques. Car il s'agit au final de faire société. De vivre ensemble, égaux et différents. Et quand bien même y aurait-il de l'irréconciliable dans nos différends, la question politique n'est jamais celle de la construction du consensus, bien au contraire. Hannah Arendt l'écrivait jadis : la politique c'est la pluralité humaine¹¹. L'expérience historique de l'immigration en témoigne, qui a toujours su articuler la « fracture sociale » ou ethnique comme une relation.

À travers les textes qui suivent, cette histoire politique de l'immigration apparaît comme une série d'émergences discontinues dont chacune exige une rencontre chaque fois nouvelle. Avec des enchaînements, des ruptures, des développements. Avec différentes configurations dont nous proposons une esquisse, des damnés de la terre à l'actualité des nouvelles figures de lutte dans l'immigration.

¹⁰ Jacques Rancière, *Aux bords du politique*, Paris, La Fabrique, 1998, p. 88.

¹¹ Hannah Arendt, *Qu'est ce que le politique ?*, trad. de S. Courtine-Denamy, Paris, Seuil, 1995.